

MESSAGE

DU DIRECTEUR NATIONAL

Dans ce numéro

- 2 L'inaction du premier ministre
- 5 Une histoire d'enfer
- 6 Mettre fin à la violence
- 10 Forum social mondial
- 14 Boursiers des Métallos
- 8 et 16 Photos, photos, et encore plus de photos

OCTOBRE 2016

L'équité pour tous

À titre de Métallos, nous luttons au nom de nos membres, et aussi en vue d'un monde meilleur pour tous.

Face à la crise de l'acier au pays, nous avons besoin d'assurer l'équité à nos membres et retraités confrontés à des pertes d'emploi, à des menaces à leurs pensions et à la disparition soudaine des prestations de santé pour lesquelles ils ont travaillé.

Alors que faisons-nous? Nous défendons l'acier et nous demandons aux gouvernements de changer les règles afin de protéger les travailleuses et travailleurs quand les entreprises font faillite. Toute la population ouvrière, non pas seulement les Métallos, profiterait de telles protections.

Nous luttons en première ligne pour un salaire minimum de 15 \$ et appuyons nos alliés politiques qui réclament la hausse du salaire minimum. Un salaire minimum

équitable avantage tous les travailleurs et aide notre économie puisqu'il rehausse le pouvoir de dépenser de toute la population.

Les Métallos ont appuyé la demande de doubler le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ) afin de répondre au besoin de générations de travailleuses et de travailleurs

Le travail que nous accomplissons en vue de protéger la population ouvrière et de rapprocher les gens profite à tout le monde.

d'avoir une retraite décente. Malgré une modeste amélioration du RPC, nous devons maintenir les pressions à long terme en vue d'obtenir une expansion substantielle de nos régimes de retraite publics.

Nous luttons pour l'égalité des sexes parce que nous croyons en l'équité pour tous. Nous savons que notre syndicat et notre société sont plus forts lorsque les gens reçoivent un salaire égal pour un travail égal.

Nous nous opposons au Partenariat transpacifique (PTP), un partenariat injuste et antidémocratique qui supprimerait des emplois, et aux divers accords commerciaux qui nuiront aux efforts du Canada et d'autres pays pour contrer le changement climatique.

Nous pouvons être fiers de notre travail au nom de tous les travailleurs, et nous continuerons d'accroître la vigueur et l'élan en vue de l'équité pour tous.

De plus en plus de gens finissent par comprendre l'importance des syndicats. Le travail que nous accomplissons en vue de protéger la population ouvrière et de rapprocher les gens profite à tout le monde.

Aidez à passer le mot. Donnons des exemples de la façon dont les syndicats favorisent l'équité pour tous les travailleurs. Joignez-vous aux luttes pour l'équité qui vous tiennent à cœur et dites un bon mot au sujet de votre syndicat.

Solidairement,



Ken Neumann

Le directeur national



MetallosCA



@MetallosCA



Bureau national canadien du Syndicat des Métallos
234, av. Eglinton est, 8^e étage, Toronto (Ont.) M4P 1K7
Tél. : 416-487-1571 www.metallos.ca Courriel : info@metallos.ca

UNITED STEELWORKERS
USW
MÉTALLOS



Trudeau reste sourd à la crise de l'acier

Travailleurs, retraités, syndicats, dirigeants de l'industrie, représentants politiques des communautés sidérurgiques au pays et médias d'information au pays conviennent tous que le gouvernement fédéral doit résoudre à la crise de l'acier au Canada.

Les Métallos font partie des milliers de familles ouvrières et de retraités au pays déjà touchés par la crise et l'inaction du gouvernement fédéral jusqu'à présent.

Presque tous ceux qui connaissent les enjeux de la crise de l'acier au Canada voient bien que le gouvernement doit s'engager à y remédier – enfin, quasiment tout le monde, sauf le gouvernement libéral de Justin Trudeau.

Les appels à l'action urgents de notre syndicat ont trouvé écho auprès d'élus politiques municipaux, de dirigeants communautaires, de chambres de commerce, d'aciéries, de médias sociaux et de politiciens progressistes fédéraux et provinciaux.

Dans un rare appel conjoint, le Syndicat des Métallos et l'Association canadienne des producteurs d'acier (ACPA) ont clairement expliqué la

La crise de l'acier au Canada touche au cœur même de nos principales industries et devrait préoccupé tous les partis.

– Ken Neumann, Le directeur national

gravité de la situation au premier ministre, juste avant le Sommet du G20 tenu en Chine en septembre.

Dans une lettre à Justin Trudeau, les Métallos et l'ACPA ont soulevé le besoin d'actions vigoureuses de la part du gouvernement fédéral pour éviter des «dommages irréversibles» à l'industrie canadienne de l'acier, laquelle soutient plus de 120 000 emplois au pays.

Le gouvernement libéral doit agir rapidement et adopter de nouvelles lois pour contrer le dumping illégal d'acier étranger subventionné, indique la lettre signée par le directeur national des Métallos Ken Neumann et le président de l'ACPA Joseph Galimberti.

«Les produits faisant l'objet d'un commerce déloyal présentent une menace claire et immédiate à la subsistance de plus de 20 000 Canadiennes et Canadiens de la classe moyenne employés directement dans la production de

l'acier et de 100 000 Canadiennes et Canadiens supplémentaires dont l'emploi dépend indirectement de notre secteur.»

Les Métallos et l'ACPA ont aussi exhorté le premier ministre à poursuivre des accords internationaux qui s'attaquent à la capacité mondiale excédentaire d'acier. La Chine maintient à elle seule une capacité excédentaire de plus de 425 millions de tonnes, près de 30 fois la taille du marché canadien dans son intégralité, indique la lettre conjointe.

«Le secteur de l'acier en Chine, qui est massivement nationalisé et soutenu par l'État, constitue la plus importante force qui contribue à perturber les pratiques commerciales établies et à faire baisser les prix des produits d'acier dans le monde entier.»

«Les prochaines réunions du G20 à Hangzhou (Chine) représentent une occasion unique de s'attaquer directement à cette question

avec le pays qui se trouve à être le plus grand responsable de la déstabilisation du secteur», souligne aussi la lettre.

«Nous ... désirons vous encourager au nom de l'industrie canadienne de l'acier et de ses employés à continuer de faire pression sur la Chine afin que des solutions multinationales soient apportées au problème de la capacité excédentaire mondiale dans le secteur de l'acier.»

Les chambres de commerce de Sault Ste. Marie, Windsor et Hamilton ont aussi officiellement prié Justin Trudeau de soulever la question pendant sa visite en Chine.

Selon les médias, Justin Trudeau a fait fi des demandes, choisissant plutôt de ne pas aborder la question directement avec la Chine. Les dirigeants d'autres pays ont précisé que le G20 établirait un groupe de travail pour examiner les problèmes mondiaux auxquels l'industrie de l'acier est confrontée. Autrement dit, aucune action concrète n'est envisagée dans un avenir prévisible, à supposer qu'on en prenne.

Deux des plus importantes aciéries

canadiennes, Essar Steel Algoma à Sault Ste. Marie et U.S. Steel Canada à Hamilton et Nanticoke, mènent actuellement leurs activités sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des companies (LACC), situation qui menace les moyens de subsistance de milliers de Métallos actifs et retraités. Quant à U.S. Steel, elle a déjà éliminé les prestations de santé de 20 000 retraités.

Avant que la Chambre des communes ne prenne congé pour l'été, les députés de tous les partis représentant les communautés sidérurgiques au pays avaient commencé à tenir des réunions informelles pour discuter de la crise et trouver un terrain d'entente commun.

«Nous sommes heureux que certains députés reconnaissent l'importance de l'acier pour nos collectivités et l'économie de notre pays», a déclaré Ken Neumann.

«La crise de l'acier au Canada touche au cœur même de nos principales industries et devrait préoccupé tous les partis. Les membres du Parlement ont l'obligation d'intervenir et nous leur demandons d'agir.» ■

Faits concernant l'industrie canadienne de l'acier :

- Emplois directs : plus de 20 000
- Emplois indirects : 100 000 emplois
- Production annuelle : 12 millions de tonnes
- Ventes annuelles : 12-14 milliards de dollars
- Exportations annuelles : 6,8 milliards de dollars
- Investissements de capitaux : 2 milliards de dollars depuis 2009
- Masse salariale annuelle : 1,7 milliard de dollars

Photo d'Essar Steel Algoma : Billy_Wilson sur Flickr, sous licence CC BY-NC 2.0; Photo du premier ministre Justin Trudeau : justintrudeau sur Flickr, sous licence CC BY-NC-SA 2.0.

Sécurité de la retraite

Un RPC amélioré est une demi-mesure

Les syndicats au Canada, fortement appuyés par le public, plaident depuis longtemps en faveur de doubler les prestations du Régime de pensions du Canada (RPC) et du Régime de rentes du Québec (RRQ) afin de répondre au besoin de générations de travailleuses et de travailleurs d'avoir une retraite décente.

À la fin juin, les ministres des Finances du Canada sont parvenus à un accord sur une modeste expansion du RPC, une réalisation importante qui a exigé l'appui du gouvernement fédéral et de sept provinces représentant les deux tiers de la population canadienne. Le gouvernement du Québec n'a pas ratifié l'entente, et s'est engagé à consulter la population sur les bonifications possibles du RRQ.

«Nous sommes heureux que les ministres des Finances du Canada reconnaissent l'amélioration de notre système de retraite universel comme le moyen le plus efficace de garantir la sécurité de la retraite à tous les

Canadiens», a déclaré Ken Neumann, directeur national du Syndicat des Métallos.

Cet accord, bien accueilli de la plupart des syndicats au pays, est un compromis; en effet, il est loin de doubler les prestations que réclamaient le Congrès du travail du Canada (CTC), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et d'autres, y compris les Métallos.

L'accord n'apportera pas la sécurité dont ont besoin la plupart des Canadiens, en particulier les salariés à revenu moyen qui sont les plus à risque de connaître des difficultés en matière de pension au moment de leur retraite.

Par exemple, le RPC fournit des prestations de retraite égales à 25% des revenus d'emploi d'un travailleur avant la retraite, jusqu'à un maximum de 1 092 \$ par mois. Toutefois, la plupart des Canadiens reçoivent beaucoup moins que le maximum – seulement 618 \$ par mois en moyenne.

Selon le nouvel accord, le RPC fera

passer les prestations de retraite à 33% des revenus d'emploi avant la retraite, mais l'augmentation se fera progressivement, débutant en 2019 et n'entrant pleinement en vigueur qu'en 2026.

Cette modeste augmentation signifie que la perspective demeure difficile pour onze millions de travailleurs canadiens, en particulier les plus jeunes générations, qui n'ont pas de régime de retraite au travail.

Pour les générations futures, à défaut de nouvelles améliorations, le Canada continuera à accuser un retard par rapport à la plupart des autres pays de l'OCDE, qui investissent beaucoup plus dans leurs régimes de retraite publics.

«Alors que nous avons fait un modeste premier pas, ce que nous attendons de nos gouvernements est un engagement à long terme plus important en vue d'une expansion substantielle de nos régimes de retraite publics», a ajouté Ken Neumann. ■

Revenir sain et sauf à la maison

Campagne Mettons fin au carnage

Une femme de 23 ans est morte étouffée quand son vêtement s'est coincé dans une courroie transporteuse chez Fiera Foods, près de Toronto, au début de septembre. Deux semaines plus tôt, un Métallo à la mine de potasse Vanscoy d'Agrium a subi des blessures graves, mais il se rétablit chez lui et devrait reprendre le travail.

Ce genre d'incident crée une «vague d'angoisse», a expliqué le directeur du district 6 des Métallos Marty Warren lorsqu'il a demandé une enquête policière sur l'accident mortel chez Fiera Foods pour déterminer s'il pouvait s'agir d'un cas de négligence criminelle, non pas seulement d'un accident du travail.

La campagne prend de l'élan en C.-B.

La campagne des Métallos Mettons fin au carnage, Appliquons la loi est efficace. Nos efforts visant l'application de la Loi Westray ont mené à une grande victoire en juillet.

Le ministre de l'Énergie et des Mines de la C.-B. a signé un protocole d'entente avec les services de police provinciaux, lequel établit les règles à suivre lors d'enquêtes sur des accidents mortels et des lésions corporelles en terrain minier.

Le protocole vise à «s'assurer que les enquêtes sur les accidents mortels ou lésions corporelles au travail sont menées de manière rigoureuse, efficace et en temps opportun et dans l'intérêt du grand public, comme l'exige les mandats législatifs respectifs des participants».

«L'objectif premier des Métallos est de veiller à la santé et la sécurité de tous les travailleurs, fait valoir Stephen Hunt, directeur du district 3 du syndicat. Cependant, quand la tragédie frappe, nous voulons aussi voir à ce que les employeurs rendent des comptes. Trop souvent, des travailleurs perdent la vie et les employeurs s'en lavent les mains.

«Grâce au nouveau protocole, on fait clairement savoir aux sociétés

minières que si leur négligence entraîne un accident mortel, elles feront l'objet d'une enquête criminelle et seront tenues responsables», ajoute-t-il.

Nouvelle publication : Une histoire d'enfer



Notre syndicat est fier de diffuser une publication détaillée sur Westray et la campagne Mettons fin au carnage. Œuvre du journaliste Tom Sandborn de *The Tyee*, *Une histoire d'enfer* décrit les efforts de notre syndicat pour mettre fin aux décès et blessures au travail. Tom revient sur un grand nombre d'accidents mortels tragiques survenus dans des lieux de travail, soulignant l'échec des employeurs à assurer la sécurité des travailleurs et le besoin continu d'appliquer plus rigoureusement la Loi Westray.

Une version PDF de cette nouvelle publication sera affichée prochainement sur les sites web metallos.ca et mettonsfinaucarnage.ca. ■

La sécurité de la retraite pour tous

«L'amélioration de notre système de retraite universel représente le moyen le plus efficace de garantir la sécurité de la retraite à tous les Canadiens.» - Ken Neumann

unmeilleurplanpourtous.ca
ftq.qc.ca/theme/retraite



Le Forum social mondial (FSM) présente un atelier sur la campagne

Le présent numéro du Message du directeur donne aussi un aperçu de l'atelier sur la campagne Mettons fin au carnage que le Syndicat des Métallos a présenté au FSM à Montréal. (p. 10).



S'inspirant

de la Campagne du ruban blanc, le Comité de la condition féminine de la section locale composée 1-405 de l'intérieur de la C.-B., a donné des présentations sur le rôle que peuvent jouer les hommes pour mettre fin à la violence faite aux femmes.

Veronica Tanner, co-présidente du comité avec Cheryl Buday, a fait part des expériences de la SL 1-405 ces deux dernières années au Comité national de la condition féminine, faisant ainsi naître l'idée de la campagne antiviolence des Métallos de cet automne, Mettons fin à la violence contre les femmes et les filles.

Le comité de la SL 1-405 cherchait des moyens de faire participer les membres de leur section locale du Conseil du bois, essentiellement composée d'hommes, à une discussion sur la lutte contre la violence.

Veronica a souligné que dans sa communauté de Cranbrook (C.-B.), et même dans les plus petites localités où vivent et travaillent les membres, les gens se sentent isolés et dépourvus de ressources face aux incidents de violence contre les femmes.

«Quand on a besoin de refuges, c'est qu'il existe un problème dans notre société», a indiqué Veronica.

Soulagés d'entendre enfin quelqu'un en parler

Grâce à un projet de l'an dernier du Congrès du travail du Canada (CTC), nous possédons maintenant des recherches et des données pour prouver que la violence familiale se répercute sur les employés au travail.

Betty Carrasco de la SL 1944 STT-Metallos a demandé à Vicky Smallman du CTC de donner une présentation sur le sujet en mai dernier pendant la réunion annuelle des délégués de la SL 1944. Betty savait que l'exposé de Vicky serait convaincant, mais elle ne s'attendait pas à la réaction de ses membres.

«Pendant la présentation de Vicky, un nombre croissant de membres quittait la salle», se souvient Betty. Elle les a suivis dans le passage et les a trouvés formant un cercle et partageant leurs expériences de violence familiale et de harcèlement.

«Ils n'étaient pas fâchés ni perturbés», simplement soulagés que quelqu'un en parle finalement, a expliqué Betty.

«Nous avons remarqué tout un changement d'attitude de notre congrès par la suite. Le côté social

ou humain ne ressort pas autant quand notre syndicat se concentre sur la négociation et les griefs».

Betty, tout comme Veronica, savait que la décision du comité d'accorder priorité à son travail sur le sujet sensible de la lutte contre la violence serait bien reçue par les membres.

La recherche du CTC documente les répercussions de la violence familiale sur le travail, la présence et le rendement des employés, ainsi que les effets physiques et psychologiques. Veronica comme Betty ont expliqué qu'il s'agit de quelque chose de personnel – pour les femmes, qui pourraient elles-mêmes avoir subi de la violence, et pour les hommes, dont certains ont vu leur mère rentrer et sortir de refuges ou qui ont été témoins de violence familiale dans leur enfance.

Accroître la sensibilisation : Demandez une présentation antiviolence

Cet automne et cet hiver, les militantes et les militants des Métallos donneront des présentations antiviolence pendant les réunions des sections locales, des conseils régionaux et autres rencontres à l'aide des documents que le Service de l'éducation et de l'égalité a élaborés pour le Comité national de la condition féminine.

La trousse des Métallos Mettons fin à la violence contre les femmes et les filles comprend une présentation Powerpoint, une brochure et des rubans blancs que les hommes pourront porter en guise de sensibilisation et de soutien.

Nous inciterons les membres à faire passer le message que les attitudes et paroles violentes, tout comme les actes, font du tort aux femmes et aux filles. Nous encourageons les sections locales à prendre des mesures à la table de négociation et dans leurs milieux, notamment à organiser des activités à l'occasion du 4 octobre (Journée nationale de commémoration des femmes autochtones disparues et assassinées) et du 6 décembre (Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes), ou à participer à celles déjà prévues.

Pour obtenir de la documentation ou que soit donnée une présentation antiviolence à votre section locale ou conseil régional, communiquez avec le Comité national de la condition féminine ou celui de votre district.

metallos.ca/antiviolence ■



Fonds humanitaire des Métallos : Donner des moyens d'agir aux femmes de l'Amérique latine

Julia Quiñones du Comité frontalier des travailleuses écoute Lucia Quispe, une mineure de la Fédération péruvienne des travailleuses et travailleurs des mines, parler des problèmes auxquels les mineures du Pérou sont confrontées. Le Fonds humanitaire des Métallos a tenu son troisième échange sur la violence faite aux femmes du 29 août au 2 septembre à Mexico. L'échange portait principalement sur la violence au travail et visait à donner des moyens d'agir aux femmes pour qu'elles puissent trouver des mécanismes pour prévenir et éliminer la violence et aider les femmes aux prises avec le problème. Parmi les participants, on comptait des organisations partenaires du Fonds humanitaire en Amérique latine et des membres du comité sur les questions d'égalité des sexes du syndicat mexicain de Los Mineros. ■

Mettre fin à la violence

Initiative du Comité national de la condition féminine du Syndicat des Métallos

Fraser Valley (C.-B.)



Amherst (N.-É.)



Toronto



Prince George, C.-B.

Fête du Travail 2016

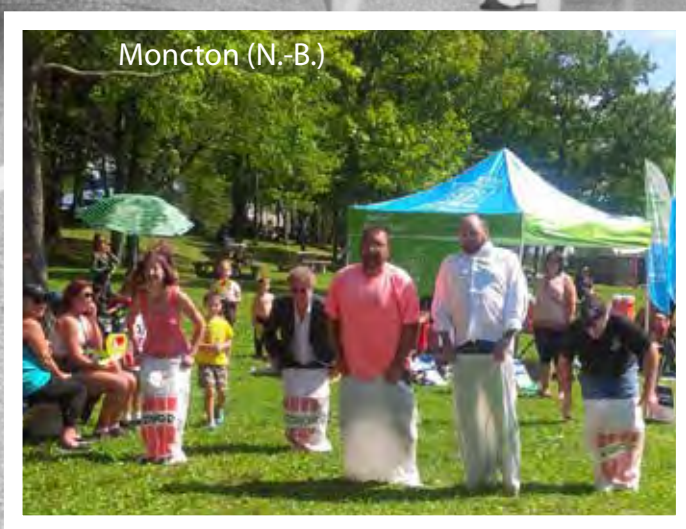
Les syndicats ont toujours été au premier plan des luttes réclamant des changements progressistes pour réduire l'inégalité et rehausser la prospérité au Canada. Merci de partager vos photos de la fête du Travail 2016. Plus de photos à www.metallos.ca/photos.



Sudbury



Thompson (Man.)



Moncton (N.-B.)



Hamilton



Des milliers de militants ont pris Montréal d'assaut

Des Métallos comptaient parmi les milliers de militants du monde entier qui ont participé au Forum social mondial 2016 (FSM) qui s'est déroulé à Montréal pendant une semaine en août.

Les Métallos du Québec ont aidé à élaborer de nombreux ateliers parmi les quelque 1000 que le FSM a organisés. Ces ateliers étaient le point de mire des délégués de la planète qui s'efforcent de créer des solutions progressistes aux orientations sociales, économiques et politiques traditionnelles pour en faire profiter leurs pays respectifs.

La vision des Métallos est celle d'un monde où les travailleurs ne perdent plus la vie au travail et où l'on respecte les lois visant à poursuivre au criminel les entreprises, leurs dirigeants et leurs administrateurs en cas de décisions entraînant la mort.

Justice pour les travailleurs et les survivants

Le directeur du district 3 des Métallos Stephen Hunt a dirigé un atelier sur la campagne du syndicat Mettons fin au carnage, Appliquons la loi. Les participants sont demeurés silencieux tandis que le coordonnateur de la santé



et de la sécurité du district 5 René Bellemare racontait la mort tragique d'un Métallo écrasé par une presse défectueuse qui aurait pu être réparée par un simple réglage, lequel a été effectué seulement après l'accident mortel.

«On a découvert son corps quand sa conjointe est venue à l'usine pour le chercher, n'étant pas rentré du travail, a précisé le coordonnateur. Sa conjointe l'a trouvé en appelant son cellulaire et en localisant la sonnerie du téléphone.»

L'atelier invitait les Métallos et d'autres militants à s'engager dans cette campagne efficace. On a besoin d'eux pour encourager les municipalités canadiennes à approuver la motion du syndicat exhortant les procureurs généraux et les ministres du Travail à coordonner leurs efforts, et les forces policières à veiller à ce que la Loi Westray soit

correctement appliquée. Renseignez-vous davantage et appuyez la campagne à www.mettonsfinaucarnage.ca.

Un million d'emplois

Les Métallos ont également fait sentir leur présence à l'atelier intitulé «Un million d'emplois verts.»

Le syndicat fait partie du Réseau pour une économie verte, qui mène une campagne visant à créer un million d'emplois sur cinq ans, réduire les émissions de gaz à effet de serre et contrer le changement climatique et le chômage.

Il s'agit d'une tâche gigantesque parsemée de nombreux défis, mais le plan propose des politiques axées sur le transport écologique, la production d'énergie propre et la rénovation des bâtiments.

Une vive discussion a eu lieu sur la prétendue «transition juste» à une

économie verte. Les participants ont remarqué qu'il n'existait aucune stratégie nationale de formation et que le Canada se situait aux derniers rangs des pays développés en matière d'investissements dans la formation. On a proposé de recourir à la réforme de l'assurance-emploi (AE) comme outil de transition, tout en lançant une mise en garde : la réforme doit s'accompagner d'initiatives de création d'emplois, sinon la formation par l'entremise de l'AE servira seulement de passerelle vers une pauvreté et un chômage accrus.

«La durabilité ne peut tout simplement signifier un monde plus écologique libre de pollution industrielle, a précisé Tony Clarke, fondateur et directeur de l'institut Polaris. Elle doit viser à renforcer les communautés, non pas à les anéantir.»

Selon Clarke, en fin de compte, si les syndicats et les décideurs de même esprit ne mettent pas



Le directeur national des Métallos Ken Neumann s'adresse aux délégués du Forum social mondial sur la campagne Mettons fin au carnage, Appliquons la loi.

de l'avant des idées d'emplois répondant au changement climatique, «alors on décidera de tout en notre nom et les décisions ne seront ni justes ni durables.»

Les Métallos ont aussi parrainé les ateliers intitulés Alliances et négociations syndicales mondiales; Réagir à la discrimination contre les jeunes travailleurs et aux régimes de retraite et d'avantages sociaux à deux niveaux; et Uber, partie novatrice d'une nouvelle économie ou d'un capitalisme sauvage?

Forum social mondial par opposition à Forum économique mondial

Montréal a été la première ville canadienne à accueillir le FSM lancé en 2001 au Brésil à titre de solution de rechange au Forum économique mondial (FEM), un rassemblement de multinationales et de dirigeants industriels à Davos, en Suisse.

Les frais de base pour assister, sur invitation seulement, au FEM, sans compter le transport et l'hébergement, s'élèvent à 50 000 \$ par personne.

Les frais pour assister au FSM tenu cette année, excluant le transport et l'hébergement, étaient de 40 \$ par personne.

Le FSM, qui se veut un «espace de rencontre ouvert, pluriel, non gouvernemental et non partisan», rassemble des organismes non gouvernementaux, des responsables de campagnes de défense et des membres de mouvements sociaux. Tout comme celui du Syndicat des Métallos, l'objectif du FSM est de contrer le néolibéralisme et de bâtir la solidarité internationale en vue de promouvoir des solutions progressistes aux problèmes économiques et sociaux dans le monde. ■

► Pour une loi sur les clauses orphelins

Les travailleurs de l'usine Resco à Grenville-sur-la-Rouge membres de la section locale 6213 amorcent leur troisième mois de grève pour contrer la volonté de l'employeur d'imposer une clauses orphelins dans les régimes de retraite, qui condamnerait les futurs travailleurs à un régime de retraite à cotisations déterminées moins avantageux que le régime à prestations déterminées des plus anciens.

Ils empruntent le même chemin que leurs confrères de Ciment Lafarge à Saint-Constant, section locale 6658, dont la grève de trois mois a permis de préserver un régime de retraite à prestations déterminées pour tous les travailleurs en mai dernier. Les syndiqués d'ArcelorMittal à Contrecoeur (SL 6586) et ceux de

Bradken à Mont-Joli ont eux-aussi réussi à éviter une clause orphelin à la table de négociations.

« Nous menons ces batailles, les unes après les autres. Nos membres doivent parfois même sacrifier des semaines de salaires au cours de grève, pour empêcher une discrimination à l'égard des jeunes. Nous demandons au gouvernement d'interdire une fois pour toutes les clauses orphelins dans les régimes de retraite et les avantages sociaux. Plusieurs négociations sont à venir dans les prochaines années avec de gros employeurs, qui relèvent de sièges sociaux. Il est temps d'envoyer un message clair et de dire qu'au Québec, la discrimination envers les jeunes travailleurs est interdite », explique l'adjoint au directeur québécois des Métallos, Dominic Lemieux.

Les représentants de quatre sections locales métallos qui ont combattu ou combattent présentement les clauses orphelins ont organisé un atelier intitulé ironiquement « Comment exclure les jeunes des bons régimes de retraite » dans le cadre du Forum social mondial qui se tenait au début août à Montréal. Au terme de l'atelier, les Métallos et le Comité des jeunes de la FTQ ont interpellé les jeunes libéraux et le Parti libéral pour que le gouvernement interdise une fois pour toutes les clauses orphelins dans les régimes de retraites et les avantages sociaux, comme c'est déjà le cas pour les salaires.

La fin de semaine suivante, la Commission jeunesse du Parti libéral s'est prononcée en faveur d'une telle interdiction. Le gouvernement a confié à un sous-comité de la

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) le mandat d'étudier cet enjeu et de formuler des recommandations. Cet enjeu devrait également être abordé lors d'un sommet sur la main-d'œuvre prévu à la fin de l'automne.

D'ici là, chez Resco, le piquetage se poursuit jour et nuit devant l'entreprise de fabrication de briques réfractaires.

Il est possible de soutenir les grévistes en envoyant un chèque à Comité de grève de la section locale 6213 a/s Harold Arsenault
Syndicat des Métallos, bureau de Sainte-Thérèse, 96, rue Turgeon, Bureau 202, Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3H9 ■



La bannière demandant une loi sur les clauses orphelins était portée fièrement par la délégation des Métallos lors de la grande Marche d'ouverture du Forum social mondial qui se tenait à Montréal le 9 août dernier.

Opération consigne sur les bouteilles



Dans une quinzaine de villes du Québec des militants du Syndicat des Métallos ont distribué samedi le 9 juillet des dépliants aux clients de la SAQ pour exiger une consigne sur les bouteilles de vin et autres contenants de verre. Au Québec, la consigne est applicable sur les bouteilles de bière, et non sur les bouteilles de vin et autres contenants en verre. Ainsi, on estime que près des trois quarts du verre qui est placé dans les bacs de recyclage se retrouve en fait au dépotoir.

Pourtant, une entreprise comme Owens Illinois, où travaillent plus de 300 métallos aurait grand besoin de ce verre pour abaisser ses coûts de production et réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

Le scandale du verre qui se retrouve au dépotoir doit cesser! Exigeons une consigne sur le verre, c'est vert! Et ça consolide et crée des emplois ici! ■

Élections en C.-B. Les «boursiers des Métallos» se mobilisent

Appuyés par le district 3 des Métallos, 25 jeunes Britanno-Colombiens ont amélioré leurs habiletés politiques en vue des élections provinciales l'année prochaine.

Grâce au programme de bourses d'études des Métallos, la prochaine génération de militantes et militants a pu assister à la conférence Forward du NPD de la C.-B., laquelle offrait de la formation et mettait l'accent sur les plus récentes idées, stratégies et technologies de campagne provenant de partout en Amérique du Nord.

Selon le directeur du district 3 Stephen Hunt, le succès des prochaines élections repose principalement sur la participation des jeunes travailleurs. «Nous devons les encourager à jouer un rôle actif en politique : le bien-être de nos collectivités et de notre syndicat en dépend. Nous avons besoin de leur énergie et de leurs idées pour développer une vision qui rejoint tous



les électeurs», a souligné le directeur.

Les Britanno-Colombiens iront aux urnes en mai 2017, et nous nous efforçons déjà de les renseigner pour qu'ils puissent faire un choix éclairé entre le gouvernement anti-ouvrier de Christy Clark et le NPD de John Horgan. Les Métallos seront aux premiers rangs et veilleront à ce que les familles ouvrières aient un véritable choix, a indiqué Stephen Hunt.

«Depuis son élection en 2001, le gouvernement libéral n'a cessé de prendre des décisions qui nuisent

aux travailleurs, à leurs familles et à leurs collectivités. Nous avons perdu plus de 35 000 emplois forestiers, l'embauche de travailleurs étrangers temporaires prime celle de Britanno-Colombiens dans le secteur minier, et nous constatons que la santé et la sécurité des travailleurs sont reléguées au second plan. Voilà le bilan des réalisations de Christy Clark! Tout ce qu'elle offre aux électeurs, ce sont d'autres promesses brisées, a-t-il ajouté. La population ouvrière ne peut faire confiance aux libéraux de la C.-B. pour défendre ses intérêts.» ■

Assurer des lieux de travail sécuritaires

Conférence sur la santé, la sécurité et l'environnement du district 3

Cet automne, la lutte du Syndicat des Métallos pour des lieux de travail sécuritaires occupera l'avant-scène à la Conférence sur la santé, la sécurité et l'environnement du district 3, qui rassemblera les membres du syndicat de l'Ouest du Canada à Winnipeg. Célébrons nos réussites,

Planifions notre avenir est le thème du rassemblement qui prévoit des ateliers sur la tenue d'enquêtes, la façon de dynamiser les comités de santé et de sécurité et des questions émergentes comme le dépistage de drogues et la santé mentale. La campagne des Métallos Mettons fin au carnage, Appliquons la loi,

qui a connu beaucoup de succès, sera présentée aux participantes et participants en vue de planifier la prochaine phase de nos efforts pour veiller à ce que chaque travailleuse et travailleur retourne à la maison en toute sécurité. La conférence aura lieu du 7 au 9 novembre 2016. ■



Le commerce international et la lutte pour sauver notre système de santé public, subventionné et administré par l'État, seront des enjeux à surveiller quand le Parlement reprendra les débats.

Nécessité d'actualiser les mécanismes de recours commerciaux

Cet été, le directeur national des Métallos Ken Neumann a discuté avec des représentants du gouvernement fédéral de la nécessité de renforcer les mécanismes de recours commerciaux. Outre l'industrie sidérurgique, d'autres secteurs économiques clés où nos membres travaillent, comme l'aluminium et la fabrication, sont touchés par des pratiques commerciales abusives.

«Toute proposition visant à actualiser les lois sur les recours commerciaux doit autoriser les syndicats à participer officiellement au processus de recours», a indiqué Ken Neumann.

À l'heure actuelle, la loi ne permet pas aux travailleurs ni aux syndicats canadiens de déposer des plaintes contre le dumping et de présenter des demandes de droits compensateurs ou de mesures de sauvegarde, ni d'y participer. Le gouvernement fédéral ne reconnaît pas que les travailleurs canadiens, et nos membres, plus que quiconque subissent les conséquences de telles actions.

On doit rejeter le Partenariat transpacifique

Entre-temps, les Métallos continuent de s'opposer au vaste accord commercial appelé Partenariat transpacifique (PTP). S'il est ratifié, le PTP nuira considérablement aux travailleurs canadiens et pourrait aussi compromettre notre démocratie, notre environnement et notre autonomie nationale.

Le syndicat a soumis un mémoire au Comité permanent du commerce international sur les conséquences néfastes du PTP pour l'économie et pour les travailleuses et les travailleurs canadiens. Il est encore possible de rejeter le PTP parce que le Canada n'a pas encore ratifié l'accord.

L'Accord sur le bois d'œuvre doit sauver les emplois

Dans le secteur forestier, lors d'une réunion spéciale en août avec le Comité permanent du commerce international, les négociateurs ont indiqué que les pourparlers visant la reconduction de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis progressaient

lentement avant l'échéance prévue le 15 octobre.

Le Syndicat des Métallos a souligné l'importance en reconduisant l'accord de ne pas porter préjudice à un secteur qui fournit aux collectivités canadiennes des emplois permettant de subvenir à leurs familles.

Il faut sauver le système de santé

La lutte pour sauver le système de santé a atteint un point critique en 2016 avec l'ouverture en C.-B. du procès qui pourrait donner le feu vert aux cliniques privées et permettre aux Canadiens bien nantis d'accéder plus «facilement» à des soins. Le gouvernement libéral, comme l'ancien gouvernement conservateur, n'a toujours pas soumis un nouvel accord sur la santé aux provinces.

La cause devant les tribunaux de la C.-B. menace l'une des valeurs fondamentales du système canadien de santé, soit l'accès égal des citoyens aux services médicaux, sans égard à leur capacité de payer. Défendre l'accès à la santé pour tous sera une priorité cet automne pour les parlementaires progressistes. ■



Photo : Fierté Montréal, Carl Ethier



Kingston



Toronto

Steelworkers from all across Canada joined with LGBT communities to celebrate Pride in 2016. As a union dedicated to social justice, we have always supported equality-seeking groups in our union, our workplaces, and in society.

Steel Pride

Fierté des Métallos

Les Métallos partout au Canada se sont joints aux communautés LGBT pour célébrer la Fierté 2016. En tant que syndicat entièrement voué à la justice sociale, nous avons toujours appuyé les groupes revendiquant l'égalité dans notre syndicat, nos lieux de travail et la société.



Montréal

Photo : Fierté Montréal, Allison Slattery



Sudbury



Vancouver